



VALENCE: LES TRAVAILLEURS S'ENTRAIDENT LES PIEDS DANS LA BOUE, LE PATRONAT ET TOUTES LES AUTORITES ONT DU SANG SUR LES MAINS

Voitures englouties, renversées, murs et meubles fracassés, arbres tordus, arrachés, balayés par un déluge de boue ; et depuis des jours l'élan de solidarité et les secours, souvent improvisés, qui fouillent les décombres à la recherche de survivants, qui déblayent les rues sinistrées pour rebâtir le plus urgent... les images de la région de Valence (Espagne) peuvent à peine évoquer la violence et le choc subis après les inondations de mardi et mercredi dernier. Avec 200 litres d'eau de pluie par mètre carré, l'énorme vague, qui atteignait un niveau de deux mètres par endroits, a tout emporté sur son passage. Le bilan provisoire s'établissait à 213 morts dimanche matin, alors que 1900 personnes seraient encore portées disparues.

Une catastrophe qui n'avait pourtant rien d'inévitable.

Les responsabilités écrasantes des autorités et du patronat

Bien sûr, rien ne pouvait arrêter la tempête elle-même, aléa climatique à la force exceptionnelle. Mais elle était parfaitement prévue déjà une semaine avant. Comme l'affirme le journal *Le Monde* : « Les autorités disposaient de toutes les informations pour préparer un plan d'évacuation ou interdire les déplacements non essentiels. » Et pourtant, ni la droite à la tête de la région, ni la gauche à la tête du pays n'ont esquissé le moindre geste. Les messages d'alerte graves ne sont arrivés qu'après que les crues avaient déjà submergé des routes et des villages entiers, piégeant tous ceux qui tentaient de rentrer chez eux.

Il fallait que l'économie tourne ! Certaines entreprises, comme Uber ou Mercadona (une chaîne de supermarchés), ont obligé leur personnel à continuer leur travail après le début de la tempête. Combien de vies humaines perdues pour des chiffres d'affaires ?

Il y a un an, à Madrid, la maire de la ville avait lancé un plan d'urgence devant des risques similaires de crues, qui n'avaient finalement pas touché l'agglomération... à quelques kilomètres près. Erreur intolérable pour les

syndicats patronaux ! Alors que le réchauffement climatique accélère la fréquence de ces événements extrêmes, que des protocoles devraient anticiper les risques accrus, ce que les politiciens surveillent comme le lait sur le feu, ce sont les jérémiades du patronat et les cours de la Bourse.

La solidarité de ceux d'en bas face à l'incurie et à la calomnie de ceux d'en haut

Alors que la population de la région n'a pas eu accès rapidement au minimum pour survivre, notamment de l'eau et de la nourriture, les pouvoirs publics se sont indignés que certains magasins aient été « pillés »...

En réalité, la population n'a pas attendu les secours officiels pour se débrouiller et organiser la solidarité, par milliers de volontaires. Et il valait mieux ! Car non seulement rien n'a été fait avant la catastrophe, mais les autorités ont attendu plus de trois jours après les crues pour déclencher un plan de mobilisation d'urgence de milliers de pompiers, de policiers et de soldats... dont certains auront sans doute pour tâche, urgente à leurs yeux, de protéger les vitrines des bijoutiers ! Alors quand le roi, la reine d'Espagne et le Premier ministre ont visité la région ce dimanche, pour faire dans l'émotion et tenter de calmer les gens, les habitants les ont accueillis avec des huées méritées et aux cris de « Assassins ! Assassins ! ». Ils ont dû fuir.

Oui, la bourgeoisie et son État ont du sang sur les mains. En temps de crise comme en temps normal, leurs profits passent avant nos vies. Les trésors de solidarité et d'abnégation que les classes populaires déploient dans les pires situations montrent que ce n'est pas une fatalité. Mais pour rebâtir un monde nouveau, à Valence comme partout ailleurs, ce sont les exploités qu'il faudra déblayer de la route.

Éditorial du NPA-Révolutionnaires du 4 novembre 2024



NPA Grenoble Isère



npa.revo.grenobleisere



npa-revolutionnaires.org



npa.revo.grenoble



npa.grenobleisere@gmail.com

**RASSEMBLEMENT CONTRE
LES LICENCIEMENTS -
DEVANT VENCOREX
13H30 - MARDI 7 NOVEMBRE
RUE LAVOISIER PONT DE CLAIR**

**MANIFESTATION CONTRE LE
GENOCIDE A GAZA ET L'ESCALADE
GUERRIERE AU MOYEN-ORIENT**

**SAMEDI 9 NOVEMBRE
13H30 FELIX POULAT (GRENOBLE)**

**ABONNE-TOI
A LA NEWSLETTER**



STMicro : les travailleurs n'ont pas à payer le ralentissement de la croissance

STMicroelectronics a réalisé \$351 millions de bénéfice au 3e trimestre 2024. Un résultat comparable aux 302 millions d'euros du même trimestre en 2019 ou aux 474 millions de 2021. Mais déplorant la comparaison avec les 3e trimestres 2022 et 2023, où le milliard de dollars de bénéfices avait été dépassé, Jean-Marc Chery a annoncé « un nouveau projet d'entreprise [...] avec une meilleure efficacité opérationnelle, se traduisant par des économies de coûts annuels en millions de dollars ». La direction prévoit de préciser ces mesures le 20 novembre lors de la prochaine « journée investisseurs ».

Chez Intel, également touché par le ralentissement des ventes de semi-conducteurs, des milliers de licenciements et le report de la construction d'une usine en Allemagne ont été annoncés. Une autre usine prévue en Allemagne par Wolfspeed a également été reportée. Ces mesures surviennent alors même que d'importantes subventions ont été versées : Intel a perçu \$8,5 milliards du gouvernement Biden-Harris tandis que l'extension de Crolles avait donné lieu à une aide de 2,9 milliards d'euros du gouvernement Macron-Borne. Comme dans l'automobile ou la chimie, le patronat de la microélectronique cherche à préserver ses profits records des dernières années en s'attaquant à l'emploi, aux salaires et aux conditions de travail. C'est en nous organisant et en faisant grève que nous pourrions empêcher ces attaques et imposer le partage du temps de travail, l'amélioration de nos conditions de travail et l'augmentation de nos salaires !

Vencorex : les grévistes de la chimie manifestent contre les licenciements

Mercredi 30 octobre, plus d'un millier de grévistes de la chimie et de soutiens ont manifesté à Pont-de-Claix contre la fermeture de l'usine Vencorex, propriété du groupe thaïlandais PTT-GC depuis 2012. Une grève avec piquet jour et nuit a commencé à Vencorex mercredi 23 octobre suite à l'annonce de l'unique offre de reprise de l'atelier Tolonate ne concerne qu'à peine 25 postes sur les 480. Les travailleurs et travailleuses d'Arkema avaient aussi fait deux jours de grève la semaine précédente pour manifester leur solidarité et leur inquiétude pour les 340 emplois du site de Jarrie qui dépendent de l'activité de Vencorex. Entre les autres entreprises de la plateforme de Pont-de-Claix et celles du Sud-Grenoble ou de la chimie lyonnaise, ce sont entre 5000 et 9000 emplois directs et indirects qui seraient menacés par la fermeture.

Le patronat de la chimie, comme celui de l'automobile, a déjà annoncé son intention de poursuivre les licenciements. France Chimie, syndicat patronal du secteur, estime à 15 000 le nombre d'emplois à supprimer

dans les trois ans à venir. Les capitalistes de la chimie font payer à leurs salariés la hausse du coût de l'énergie et la concurrence qu'ils se livrent à l'échelle mondiale. S'ils tentent aujourd'hui d'obtenir davantage de subventions publiques en faisant du chantage à l'emploi, les capitalistes français sont tout à fait capables de s'accorder avec leurs concurrents pour mieux exploiter les travailleurs. Ainsi l'ancien propriétaire de la plateforme chimique, Rhodia devenu Solvay, réalisait 139 millions d'euros de chiffre d'affaires en Thaïlande, tandis que Suez et Air Liquide ont profité du passage de Macron en Chine en 2023 pour rafler le marché de la désalinisation et de la séparation des gaz de l'air sur la plateforme chimique de Penglai gérée par Wanhua.

C'est dans les poches de ces capitalistes que se trouve l'argent qui permettrait de maintenir l'emploi et les salaires. Pour empêcher les licenciements, ou même pour arracher des indemnités de départ permettant quelques années de sécurité financière, les salariés ont tout à gagner à miser sur leur propre mobilisation, leurs grèves et leur coordination par-delà les secteurs professionnels et les appartenances syndicales.

Élections américaines : rien à attendre pour les travailleur.eures

Expulsions massives d'immigrants ; nouvelles restrictions à l'avortement ; répression des manifestations ; restructuration de la fonction publique pour l'inféoder politiquement ; réductions d'impôts pour les riches : le programme du candidat républicain a de quoi inquiéter tous ceux dont l'idéologie raciste, autoritaire, voire fascisante de l'extrême droite trumpiste révolue. Trump prétend également que le changement climatique est une invention de la gauche pour attaquer le mode de vie américain, et l'on pourrait longtemps continuer la liste...

Les intentions de vote Trump s'expliquent d'abord par le bilan de Biden et Harris. Le coût du logement et de l'énergie a plus que doublé ; les denrées alimentaires ont augmenté de 25 % depuis 2019 ; les soins médicaux sont devenus inaccessibles ; le taux de chômage réel atteint 9 %. Si Biden soutient certaines des grèves pour l'augmentation des salaires, son administration s'efforce d'y mettre fin au plus vite, quitte à appuyer des « deals » défavorables aux grévistes. Et sur toute une série de sujets comme la politique anti-migrants, les démocrates se sont alignés sur les républicains. Que l'extrême droite sorte galvanisée par une victoire de Trump ou enragée par la victoire de Harris, la situation restera instable. Bien qu'elles ne parviennent pas encore à se présenter dans tous le pays, des petites organisations d'extrême gauche s'attellent à défendre les intérêts du monde du travail. L'avenir est de ce côté, celui de la lutte résolue des travailleurs contre tout ce qui les divise et les affaiblit.

Ce bulletin est le tien, fais le circuler ! Tu peux nous aider en informant. Prends contact avec nos militants :



NPA Grenoble Isère



npa.revo.grenobleisere



npa-révolutionnaires.org



npa.revo.grenoble



npa.grenobleisere@gmail.com